

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 3668

[2003/200942]

**17 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon
fixant les modalités de mise en œuvre des zones d'aménagement différé**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment l'article 33 remplacé par le décret du 18 juillet 2002;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 janvier 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 janvier 2003;

Vu l'avis de la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire, rendu le 27 février 2003;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, rendu le 24 février 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 14 mai 2003;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est inséré dans le livre IV, titre I^{er} du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine un chapitre XXVI rédigé comme suit :

« CHAPITRE XXVI. — De la mise en œuvre des zones d'aménagement différé.

Art. 452/54. Pour être recevable, le dossier de programme communal visé à l'article 33, § 2, 1^o, doit comporter :

1^o un document intitulé : « analyse de la situation de fait et de droit »;

2^o un document intitulé : « rapport d'évaluation »;

3^o un document intitulé : « programmation de la mise en œuvre des zones d'aménagement différé ».

Art. 452/55. Le document intitulé « analyse de la situation existante de fait et de droit » comprend :

1^o l'analyse de la situation existante de fait, énonçant les contraintes et les aptitudes à l'urbanisation de chaque zone d'aménagement différé, étudiées notamment sous l'angle de sa localisation géographique, ses caractéristiques physiques (superficie, topographie, nature du sol, valeur écologique, à), son environnement naturel, paysager et bâti, son accessibilité actuelle ou potentielle par les différents modes de transports, l'équipement actuel ou projeté notamment en ce qui concerne l'égouttage. Cette analyse s'accompagne pour chaque zone d'aménagement différé :

a) d'une carte établie sur fond de carte I.G.N. au maximum à l'échelle du 1/25.000 couvrant la totalité du territoire communal et indiquant le périmètre de chaque zone d'aménagement différé;

b) d'un reportage photographique explicite et pertinent;

c) d'une carte établie sur fond cadastral au maximum à l'échelle du 1/2500, reprenant notamment le contexte immédiat de la zone d'aménagement différé, la topographie, les équipements et l'occupation du sol;

2^o pour chaque zone d'aménagement différé, l'analyse de la situation existante de droit, telle que définie à l'article 254, 1^o, b, accompagnée d'une carte établie sur fond cadastral au maximum à l'échelle du 1/2500 et d'une copie des pièces administratives permettant d'établir que la zone est mise en œuvre au sens de l'article 12bis des dispositions transitoires et finales du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Art. 452/56. Le document intitulé « rapport d'évaluation » énonce les besoins en nouveaux terrains à urbaniser sur base de l'analyse des tendances de l'évolution démographique et économique de la commune, et comprenant au moins :

1^o l'inventaire des sites d'activités économiques désaffectés, des zones de loisirs dégradées et des disponibilités foncières inscrites en zone urbanisable au plan de secteur, accompagné d'une carte établie sur fond de plan cadastral à l'échelle du 1/10.000 couvrant la totalité du territoire communal et reprenant le périmètre des sites d'activités économiques désaffectés, des zones de loisirs dégradées et des terrains disponibles inscrits en zone urbanisable;

2^o l'évaluation des besoins à court et moyen termes en terrains destinés à la résidence, établie sur base d'un inventaire de ceux-ci et de l'évolution qui peut être attendue;

3^o l'évaluation, à court et moyen termes, des besoins en terrains destinés à l'implantation ou au développement des activités économiques, de loisirs et de tourisme, des services et des équipements publics et communautaires, sur base d'un inventaire de ceux-ci et de l'évolution qui peut être attendue.

Art. 452/57. § 1^{er}. Le document intitulé « programmation de la mise en œuvre des zones d'aménagement différé » comprend :

1° un rapport d'options déterminant les objectifs d'aménagement de la commune et, pour chaque zone d'aménagement différé, la ou les affectation(s) générale(s) et l'ordre de priorité de leur mise en œuvre;

2° une justification des choix au regard notamment de l'analyse de la situation de fait et de droit, du rapport d'évaluation, des objectifs d'aménagement de la commune du renforcement de la structure spatiale locale, des options du schéma de développement de l'espace régional, du schéma de structure communal s'il existe, du programme communal d'action en matière de logement s'il existe, du plan communal de développement de la nature et du programme communal de développement rural s'ils existent;

3° un plan de programmation établi sur fond de carte I.G.N à l'échelle du 1/25.000, reprenant la totalité du territoire communal et indiquant, pour chaque zone d'aménagement différé :

- a) le périmètre par un liseré noir;
- b) la ou les affectation(s) générale(s);
- c) l'ordre de priorité de sa mise en œuvre.

Le périmètre des zones d'aménagement différé mises en œuvre au sens de l'article 12bis des dispositions transitoires et finales du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine figure également au plan.

§ 2. Le programme communal détermine l'affectation ou les affectations générale(s) de chaque zone d'aménagement différé selon les zones destinées à l'urbanisation visées à l'article 25. Il peut également comporter en surimpression des périmètres visés à l'article 40 et des prescriptions supplémentaires visées à l'article 41.

Art. 452/58. Les modalités d'élaboration du programme communal sont applicables à sa révision.

Toute révision d'un programme communal implique que soit réalisée une réflexion globale menée sur l'ensemble des zones d'aménagement différé comprises dans les limites du territoire communal.

Lorsqu'une révision du plan de secteur ou un plan communal d'aménagement dérogatoire ayant pour effet de modifier la superficie des zones d'aménagement différé de la commune entre en vigueur, soit d'initiative, soit dans le délai qui lui est fixé par le Gouvernement wallon, le conseil communal révisé le programme communal de mise en œuvre des zones d'aménagement différé.

Art. 452/59. En cas de zone d'aménagement différé s'étendant sur le territoire de deux ou plusieurs communes, il revient à chacune des communes concernées d'établir son programme communal.

Lors de l'établissement du programme communal de mise en œuvre des zones d'aménagement différé, le conseil communal sollicite l'avis des communes voisines sur les options de ce programme concernant les zones d'aménagement différé s'étendant sur leur territoire. Cet avis est joint au programme communal. Les communes voisines transmettent leur avis dans les nonante jours de la demande du conseil communal. Passé ce délai, il est réputé favorable.

Le Gouvernement wallon décide d'initiative ou à la demande d'un des conseils communaux de l'établissement d'un plan communal d'aménagement couvrant la totalité de la zone d'aménagement différé. ».

Art. 2. Le programme communal de mise en œuvre des zones d'aménagement différé, élaboré sur base de l'article 33 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine entré en vigueur le 1^{er} octobre 2002 et/ou de la circulaire ministérielle du 13 mars 2003, et approuvé provisoirement par le conseil communal, peut se poursuivre conformément aux dispositions de ces deux documents.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VANCAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 3668

[2003/200942]

**17. JULI 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Festlegung der Modalitäten für die Verwertung der Bauerwartungsgebiete**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des Artikels 33, ersetzt durch das Dekret vom 18. Juli 2002;

Aufgrund des am 8. Januar 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 9. Januar 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 27. Februar 2003 abgegebenen Gutachtens der "Commission régionale wallonne de l'Aménagement du Territoire" (Wallonischer Regionalausschuss für Raumordnung);

Aufgrund des am 24. Februar 2003 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 14. Mai 2003 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1. - In Buch IV, Titel I des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird ein Kapitel XXVI mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Kapitel XXVI — Verwertung der Bauerwartungsgebiete

Art. 452/54 — Um zulässig zu sein, muss die Akte des in Artikel 33, § 2, 1° erwähnten gemeindlichen Programms Folgendes enthalten:

1° eine Unterlage mit dem Titel: "Analyse der Sach- und Rechtslage";

2° eine Unterlage mit dem Titel: "Bewertungsbericht";

3° eine Unterlage mit dem Titel: "Programmierung der Verwertung der Bauerwartungsgebiete".

Art. 452/55 - Die Unterlage mit dem Titel: "Analyse der Sach- und Rechtslage" beinhaltet:

1° die Analyse der de facto bestehenden Lage, unter Angabe der Belastungen und Bebauungseignung jedes Bauerwartungsgebiets, die insbesondere im Hinblick auf seine geographische Lage, seine physischen Eigenschaften (Fläche, Topographie, Bodenbeschaffenheit, ökologischer Wert, usw.), seine natürliche, landschaftliche und bebaute Umgebung, seine heutige oder potentielle Erreichbarkeit mit den verschiedenen Verkehrsmitteln, die heutige oder geplante Kanalisationsausrüstung untersucht werden. Für jedes Bauerwartungsgebiet wird dieser Analyse das Folgende beigelegt:

a) eine Karte, die auf einer I.G.N Basiskarte höchstens i.M. 1/25 000 aufgestellt ist, das ganze Gemeindegebiet deckt und den Umkreis jedes Bauerwartungsgebietes angibt;

b) ein deutlicher und relevanter Fotobericht;

c) eine Karte, die auf einer Katasterkarte höchstens i.M. 1/2 500 aufgestellt ist, in der die unmittelbare Umgebung des Bauerwartungsgebiets, die Topographie, die Ausrüstungen und die Bodenbenutzung angegeben werden;

2° für jedes Bauerwartungsgebiet die Analyse der de jure bestehenden Lage, so wie diese in Artikel 254, 1°, b definiert ist, zusammen mit einer Karte, die auf einer Katasterkarte höchstens i.M. 1/2 500 aufgestellt ist, und einer Abschrift der administrativen Stücke, durch die der Nachweis erbracht werden kann, dass das Bauerwartungsgebiet im Sinne von Artikel 12bis der Übergangs- und Schlussbestimmungen des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe verwertet wird.

Art. 452/56 - In der Unterlage mit dem Titel "Bewertungsbericht" wird auf der Basis der Analyse der demographischen und wirtschaftlichen Entwicklungsrichtungen der Gemeinde der Bedarf an neuen Grundstücken, die zu besiedeln sind, angeführt.

1° die Bestandsaufnahme der stillgelegten Gewerbebetriebsgelände, der beschädigten Freizeitgebiete und des im Sektorenplan in einem bebaubaren Gebiet eingetragenen verfügbaren Baulands, zusammen mit einer Karte, die auf einer Katasterkarte i.M. 1/10 000 aufgestellt ist, das ganze Gemeindegebiet deckt und den Umkreis der stillgelegten Gewerbebetriebsgelände, der beschädigten Freizeitgebiete und der im Sektorenplan in einem bebaubaren Gebiet eingetragenen verfügbaren Grundstücke angibt;

2° die Schätzung des kurz- und mittelfristigen Bedarfs an Grundstücken, die zu Wohnzwecken bestimmt sind, auf der Basis deren Bestandsaufnahme und der erwarteten Entwicklung;

3° die kurz- und mittelfristige Schätzung des Bedarfs an Grundstücken, die zur Aufnahme oder Entwicklung der wirtschaftlichen, Freizeit- und Tourismusaktivitäten, der Dienstleistungen und der öffentlichen bzw. gemeinschaftlichen Ausrüstungen bestimmt sind, auf der Basis deren Bestandsaufnahme und der erwarteten Entwicklung.

Art. 452/57 - § 1. Die Unterlage mit dem Titel "Programmierung der Verwertung der Bauerwartungsgebiete" umfasst :

1° einen Optionenbericht zur Bestimmung der raumordnerischen Zielsetzungen der Gemeinde und, für jedes Bauerwartungsgebiet, die allgemeine(n) Zweckbestimmung(en) und die Vorrangreihenfolge für ihre Verwertung.

2° die Begründung der Optionen aufgrund der Analyse der Sach- und Rechtslage, des Bewertungsberichtes, der raumordnerischen Zielsetzungen der Gemeinde, der Verstärkung der lokalen Raumstruktur, der Leitlinien des Entwicklungsplanes des regionalen Raums, des kommunalen Strukturschemas, wenn ein solches Schema vorhanden ist, und des gemeindlichen Aktionsprogramm in Sachen Wohnungswesen, wenn ein solches Programm vorhanden ist, des kommunalen Naturförderungsplans und des gemeindlichen Programms für ländliche Entwicklung, wenn diese vorhanden sind.

3° ein Programmierungsplan, der auf einer I.G.N Basiskarte i.M. 1/25 000 aufgestellt ist, der das ganze Gemeindegebiet deckt und für jedes Bauerwartungsgebiet das Folgende angibt;

- a) Umkreis durch eine schwarze Umrandung;
- b) allgemeine Zweckbestimmung(en);
- c) Vorrangreihenfolge für die Verwertung.

Der Umkreis der verwerteten Bauerwartungsgebiete im Sinne von Artikel 12*bis* der Übergangs- und Schlussbestimmungen des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird ebenfalls im Plan dargestellt.

§ 2. Das gemeindliche Programm bestimmt die allgemeine(n) Zweckverwendung(en) jedes Bauerwartungsgebiets je nach den in Artikel 25 erwähnten Gebieten. Das Programm kann ebenfalls als Überdruck verzeichnete Umkreise im Sinne von Artikel 40 sowie zusätzliche Vorschriften im Sinne von Artikel 41 enthalten.

Art. 452/58 - Die Modalitäten für die Erstellung des gemeindlichen Programms finden Anwendung auf dessen Revision.

Jegliche Revision eines gemeindlichen Programms setzt voraus, dass eine globale Überlegung über die gesamten innerhalb der Gemeindegrenzen gelegenen Bauerwartungsgebiete vorgenommen wird.

Wenn eine Revision des Sektorenplans oder ein abweichender kommunaler Raumordnungsplan, der eine Abänderung der Fläche der Bauerwartungsgebiete in der Gemeinde bewirkt, in Kraft tritt, revidiert der Gemeinderat das gemeindliche Programm zur Verwertung der Bauerwartungsgebiete auf eigene Initiative oder innerhalb der durch die Wallonische Regierung festgelegten Frist.

Art. 452/59 - Im Falle eines Bauerwartungsgebiets, das sich auf das Gebiet zweier oder mehrerer Gemeinden erstreckt, obliegt es jeder der betroffenen Gemeinden, ihr gemeindliches Programm zu erstellen.

Bei der Erstellung des gemeindlichen Programms zur Verwertung der Bauerwartungsgebiete beantragt der Gemeinderat das Gutachten der Nachbargemeinden über die Leitlinien dieses Programms betreffend die Bauerwartungsgebiete, die sich auf deren Gebiet erstrecken. Dieses Gutachten wird dem gemeindlichen Programm beigelegt. Die Nachbargemeinden übermitteln ihr Gutachten innerhalb 90 Tagen nach dem Antrag des Gemeinderats.

Wenn diese Frist abgelaufen ist, gilt das Gutachten als positiv.

Die Wallonische Regierung beschließt auf eigene Initiative oder auf Antrag eines der Gemeinderäte hin, ob ein kommunaler Raumordnungsplan für das ganze Gebiet erstellt wird."

Art. 2 - Ein gemeindliches Programm zur Verwertung der Bauerwartungsgebiete, das auf der Basis des am 1. Oktober 2002 in Kraft getretenen Artikels 33 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe und/oder des Ministeriellen Rundschreibens vom 13. März 2003 erstellt worden ist und vorläufig durch den Gemeinderat angenommen worden ist, kann gemäß den Bestimmungen dieser beiden Unterlagen weitergeführt werden.

Art. 3 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 4 - Der Minister der Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 3668

[2003/200942]

**17 JULI 2003. — Besluit van de Waalse Regering
tot vaststelling van de wijze van ontsluiting van de gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 33, vervangen bij het decreet van 18 juli 2002;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 januari 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 januari 2003;

Gelet op het advies van de Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening, gegeven op 27 februari 2003;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad voor Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), uitgebracht op 24 februari 2003;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 14 mei 2003;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In boek IV, titel I van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt een hoofdstuk XXVI ingevoegd, luidend als volgt :

"Hoofdstuk XXVI - Ontsluiting van de gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat.

Art. 452/54. Om ontvankelijk te zijn, dienen in het gemeentelijk programmadosier bedoeld in artikel 33, § 2, 1°, te worden opgenomen :

1° een document met als titel « analyse van de toestand in feite en in rechte »;

2° een document met als titel « evaluatieverslag »;

3° een document met als titel « programmering van de ontsluiting van de gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat ».

Art. 452/55. Het document met als titel « analyse van de toestand bestaande in feite en in rechte » houdt in :

1° de analyse van de feitelijk bestaande toestand, waarbij voor elk gebied waarvan de bestemming nog niet vaststaat, aangegeven wordt in welke mate het onder druk staat en voor bebouwing geschikt is, en waarbij elk gebied meer bepaald beoordeeld wordt vanuit diens ligging, zijn fysieke kenmerken (oppervlakte, topografie, aard van de bodem, ecologische waarde,...), diens natuurlijke, landschappelijke en bebouwde omgeving, diens huidige of potentiële bereikbaarheid via de verschillende vervoerswijzen, de huidige of de vooropgestelde uitrusting meer bepaald wat de riolering betreft. Bij die analyse worden voor elk gebied waarvan de bestemming nog niet vaststaat, gevoegd :

a) een kaart opgesteld aan de hand van een N.G.I.-basiskaart op maximumschaal 1/25 000, dat het gehele grondgebied van de gemeente beslaat en waarbij de oppervlakte van elk gebied waarvan de bestemming nog niet vaststaat, aangegeven wordt;

b) een expliciete en relevante fotoreportage;

c) een kaart opgesteld aan de hand van een kadastrale basiskaart op maximumschaal 1/2 500, waarop meer bepaald de onmiddellijke context van het gebied waarvan de bestemming nog niet vaststaat, aangegeven wordt, evenals de topografie, de uitrustingen en de bodembezetting;

2° voor elk gebied waarvan de bestemming nog niet vaststaat, de analyse van de rechtelijk bestaande toestand, zoals omschreven in artikel 254, 1°, b, met als bijlage een kaart opgesteld aan de hand van een kadastrale basiskaart op maximumschaal 1/2 500 en een afschrift van de administratieve stukken aan de hand waarvan opgemaakt kan worden dat het gebied waarvan de bestemming nog niet vaststaat, ontsloten wordt in de zin van artikel 12bis van de overgangs- en slotbepalingen van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

Art. 452/56. Het document met als titel « evaluatieverslag » geeft de behoeften aan nieuwe, te bebouwen gronden aan op basis van een analyse van de tendensen in de demografische en economische ontwikkeling van de gemeente, waarbij minstens gevoegd worden :

1° de inventaris van de afgedankte bedrijfsruimten, van de in verval geraakte recreatieruimten en de vrijliggende gronden die als te bebouwen gebied opgenomen zijn in het gewestplan, met als bijlage een kaart opgesteld op grond van een kadastraal plan op schaal 1/10 000 dat het gehele grondgebied van de gemeente beslaat en waarin de oppervlakte opgenomen wordt van de afgedankte bedrijfsruimten, van de in verval geraakte recreatieruimten en de vrijliggende gronden die als te bebouwen gebied opgenomen zijn;

2° de evaluatie van de behoeften aan gronden die op korte en middellange termijn voor verblijven worden bestemd, opgesteld op grond van een inventaris ervan en van de te verwachten evolutie;

3° de evaluatie op korte en middellange termijn van de behoeften aan gronden die bestemd zijn voor de vestiging of de ontwikkeling van economische activiteiten, recreatie en toerisme, diensten en openbare en gemeenschappelijke uitrustingen, op grond van een inventaris ervan en van de te verwachten ontwikkeling.

Art. 452/57. § 1. Het document met als titel « programmering van de ontsluiting van de gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat » houdt in :

1° een verslag met de opties die de doelstellingen bepalen inzake inrichting van de gemeente en, voor elk gebied waarvan de bestemming nog niet vaststaat, de algemene bestemming(en) en het prioriteitsnummer voor de ontsluiting ervan.

2° een verantwoording van de keuzes ten opzichte van : de analyse van de toestand in feite en in rechte, het evaluatieverslag, de doelstellingen voor de inrichting van de gemeente, de versterking van de plaatselijke ruimtelijke structuur, de opties van het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, van het gemeentelijk structuurplan indien bestaande, van het gemeentelijk actieprogramma inzake huisvesting indien bestaande en van het gemeentelijk natuurbevorderingsplan en het gemeentelijk plan voor plattelandsontwikkeling indien bestaande;

3° een programmeringsplan vastgesteld aan de hand van een N.G.I.-basiskaart op schaal 1/25 000 waarop het gehele grondgebied van de gemeente opgenomen is en waarbij voor elk gebied waarvan de bestemming nog niet vaststaat, aangegeven wordt :

- a) de oppervlakte, aan de hand van een zwarte rand;
- b) de algemene bestemming(en);
- c) de prioriteitenvolgorde voor de ontsluiting.

De oppervlakte van de gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat die ontsloten worden in de zin van artikel 12bis van de overgangs- en slotbepalingen van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, wordt eveneens in het plan opgenomen.

§ 2. Het gemeentelijk programma bepaalt de algemene bestemming(en) van elk gebied waarvan de bestemming nog niet vaststaat volgens de gebieden bestemd voor bebouwing bedoeld in artikel 25. In overdruk kunnen de oppervlakten bedoeld in artikel 40, alsook bijkomende voorschriften als bedoeld in artikel 41, worden opgenomen.

Art. 452/58. De wijze van uitwerking van het gemeentelijk programma is eveneens van toepassing op de herziening ervan.

Voor iedere herziening van een gemeentelijk programma is een globale aanpak nodig van alle gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat, die binnen de gemeentegrenzen gelegen zijn.

Wanneer een herziening van het gewestplan of van een afwijkend gemeentelijk plan van aanleg dat als gevolg heeft de wijziging van de oppervlakte van de gemeentelijke gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat, ofwel op eigen initiatief ofwel binnen een door de Waalse Regering aan de gemeente opgelegde termijn in werking treedt, herziert de gemeenteraad het gemeentelijk programma voor de ontsluiting van de gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat.

Art. 452/59. Indien een gebied waarvan de bestemming nog niet vaststaat, zich over het grondgebied van twee of meer gemeenten uitstrekt, dient iedere betrokken gemeente haar eigen gemeentelijk programma vast te stellen.

Bij de vaststelling van het gemeentelijk programma voor de ontsluiting van de gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat, wint de gemeenteraad het advies in van de naburige gemeenten over de opties van dat programma die betrekking hebben op de gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat die zich uitstrekken over hun grondgebied. Dat advies wordt bij het gemeentelijk programma gevoegd. De naburige gemeenten maken hun advies over binnen een termijn van negentig dagen na het verzoek van de gemeenteraad. Als die termijn eenmaal verstreken is, wordt het advies geacht gunstig te zijn.

De Waalse Regering beslist op eigen initiatief of op verzoek van één van de gemeenteraden over de vaststelling van een gemeentelijk plan van aanleg dat het gehele gebied waarvan de bestemming nog niet vaststaat, beslaat."

Art. 2. Het gemeentelijk programma voor de ontsluiting van de gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat, opgemaakt op grond van artikel 33 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, dat op 1 oktober 2002 in werking is getreden, en/of van de ministeriële omzendbrief van 13 maart 2003, en door de gemeenteraad voorlopig goedgekeurd, kan overeenkomstig de bepalingen van beide documenten worden voortgezet.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in *het Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET